



POURQUOI NOUS SOMMES INQUIETS AUJOURD'HUI ?

Nous sommes inquiets aujourd'hui concernant la poursuite de la politique de soutien à la langue et à la culture occitanes-béarnaises-gasconnes de la part du département des Pyrénées-Atlantiques.

Nous avons exprimé cette inquiétude dans une lettre au président Jean-Jacques Lasserre. Cette lettre contenait une demande d'entrevue qui, cinq semaines après, est toujours sans réponse.

Neuf des principales structures associatives dans le domaine qui nous concerne ont signé cette lettre. Mais derrière, ce sont de très nombreuses associations locales qui travaillent en relation avec les signataires. C'est un maillage important sans lequel le dynamisme culturel de notre territoire serait très inférieur à ce qu'il est.

Les éléments du problème :

- Depuis une vingtaine d'années le département a décidé de s'engager dans une politique de soutien aux deux langues de son territoire. C'est une richesse unique. Aucun autre département ne peut s'enorgueillir d'avoir deux langues et cultures sur son territoire.
- Pour l'occitan-gascon cette politique appelée *Iniciativa* a été soutenue de façon transpartisane au sein du Conseil départemental et quelle qu'ait été la majorité en place l'idée qu'il fallait aider au développement de notre langue faisait consensus.
- Cette décision a été prise en sachant qu'il s'agissait d'une politique à long terme. C'est le cas de toute politique linguistique qui demande du temps. Le constat de départ était le risque de disparition à terme de la langue.
- Les objectifs étaient la diffusion de la langue en s'appuyant sur la culture (musique, chant, littérature, traditions, fêtes, etc.) et en ciblant la jeunesse.
- Les outils que sont l'école, les médias étaient considérés comme des priorités.

L'ÉVALUATION D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE

Le partenariat entre le Département et le monde associatif, avec la collaboration d'autres collectivités, a été déterminant. Les effets des diverses actions lancées depuis une quinzaine d'années commencent à porter leurs fruits :

- Plus de locuteurs et de bilingues passifs
- Plus de présence publique de la langue
- Plus de créativité
- Plus de manifestations populaires centrées sur la langue et la création culturelle
- Un développement de l'audiovisuel
- Une multiplication des cours pour adultes

Voilà quelques éléments qui montrent l'efficacité du travail réalisé **et donc le retour sur investissement de l'argent public engagé dans cette politique.**

Partout où s'est mise en place **une politique linguistique**, en France, en Europe et ailleurs dans le monde cela s'est fait en sachant que **l'effort doit s'étaler au moins sur une génération**. Alors que nous récoltons les premiers fruits de cette politique, **la réduction des moyens serait comme casser un élan et donc risquer de réduire à néant l'efficacité de l'investissement déjà fait**. Cet investissement a permis le développement de compétences dans le domaine de la langue et de la culture occitanes que l'on ne trouve pas ailleurs et faisant du département des Pyrénées-Atlantiques un modèle en ce domaine.

Nous demandons à pouvoir rencontrer les responsables du Conseil départemental mais nous sommes inquiets, voire déçus de ne pas avoir reçu de réponse à notre courrier après cinq semaines.

Nous avons décidé de rendre publique notre inquiétude et de faire parvenir à l'ensemble des conseillers départementaux une copie de la lettre envoyée au président Lasserre.

Nous avons décidé de lancer un appel à l'ensemble du monde associatif qui travaille en faveur de la langue et de la culture occitane, à tous les habitants du Béarn et du Bas-Adour qui ont eu l'occasion de participer à une fête, à un cours, à une manifestation organisée par l'une de nos structures ou avec son soutien. Ce sont des milliers de personnes qui courent, chantent, parlent, jouent, créent en langue ou en faveur de la langue qui fait l'identité de notre territoire et son originalité mais qui nous lie aussi à nos voisins.

Nous ne sommes pas ignorants des contraintes budgétaires que connaissent les collectivités et en particulier les départements. Mais casser une dynamique qui a été mise en route depuis quinze ans serait un véritable gaspillage d'énergie, de créativité, de bénévolat, d'engagement, de recherche, de formation et de l'argent public investi depuis quelques années.

Pour cette raison, nous envisageons des actions afin de nous faire entendre si nous n'arrivons pas à obtenir un dialogue avec les responsables du Conseil départemental.

Ce que nous voulons : que soit rétabli le niveau d'aide qui était celui de l'année 2023 à savoir une aide cumulée de 1 075 800 €. Il nous semble que les résultats obtenus plaident en faveur d'un effort. Chaque euro investi dans le travail en faveur de l'occitan est employé de façon efficace. La croissance du nombre de locuteurs, l'amélioration de l'image de la langue, l'intérêt que les habitants de notre territoire portent aux actions qui sont mises en place, aux outils qui ont été créés, sont la preuve de cette efficacité.

Nous constatons avec satisfaction qu'un effort a été fait afin de maintenir une aide à la langue et à la culture basques à la même hauteur. Loin de nous l'idée d'opposer les deux politiques, bien au contraire. Tout ce qui peut renforcer le travail de ceux qui œuvrent en faveur de langues menacées ou minorisées nous concerne. Mais la langue occitane nécessite pour se développer les mêmes moyens que toute autre langue.